

## Le verbe intransitif

Pierre Lefebvre

Volume 47, numéro 2 (268), mai 2005

L'intellectuel sans domicile fixe...

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/32867ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Collectif Liberté

### ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer cet article

Lefebvre, P. (2005). Le verbe intransitif. *Liberté*, 47(2), 3–19.

## Le verbe intransitif

Pierre Lefebvre

*Qu'en est-il des intellectuels ? Qui sont-ils ? Qui mérite de l'être ?  
Qui se sent disqualifié si on lui dit qu'il l'est ? Intellectuel ?  
Ce n'est pas le poète ni l'écrivain, ce n'est pas le philosophe  
ni l'historien, ce n'est pas le peintre ni le sculpteur,  
ce n'est pas le savant, fut-il enseignant. Il semble  
qu'on ne le soit pas tout le temps, pas plus qu'on ne puisse  
l'être tout entier. C'est une part de nous-même qui,  
non seulement nous détourne momentanément de notre tâche,  
mais nous retourne vers ce qui se fait dans le monde  
pour juger ou apprécier ce qui s'y fait. Autrement dit,  
l'intellectuel est d'autant plus proche de l'action en  
général et du pouvoir qu'il ne se mêle pas d'agir  
et qu'il n'exerce pas de pouvoir politique. Mais il ne s'en  
désintéresse pas. En retrait du politique, il ne s'en retire pas,  
il n'y prend point sa retraite, mais il essaie de maintenir  
cet espace de retrait et cet effort de retirement pour profiter  
de cette proximité qui l'éloigne afin de s'installer  
(installation précaire) comme un guetteur qui n'est là  
que pour veiller, se maintenir en éveil, attendre par  
une attention active où s'exprime moins le souci  
de soi-même que le souci des autres.*

MAURICE BLANCHOT

*Voici que les hommes s'échangent maintenant les mots  
comme des idoles invisibles, ne s'en forgeant plus  
qu'une monnaie : nous finirons un jour muets à force de  
communiquer ; nous deviendrons enfin égaux aux animaux,  
car les animaux n'ont jamais parlé mais toujours communiqué  
très-très bien.*

VALÈRE NOVARINA

*La femme : Hier, à la télé, ils avaient invité un grand intellectuel.  
L'homme : Tiens, quelle drôle d'idée.  
La femme : Ils ont fini par le faire rire.  
L'homme : Tout de même.  
La femme : À la fin, ils lui ont fait danser la salsa avec un travesti.*

STÉPHANE HOGUE

L'idée de ce numéro thématique m'est venue d'un bête sentiment de solitude et de désolation. Ce sentiment me saisit presque chaque fois que j'écoute la radio et la télévision de même lorsque je lis les journaux et les magazines, que je ne lis plus guère, chaque fois surpris en les refermant de ne les avoir, somme toute, que feuilletés. Je ne saurais tout à fait circonscrire le moment précis où il est devenu pour moi patent que, en présence des médias dits de masse, j'ai commencé à me sentir si seul, mais l'espace public qu'ils représentent, ou sont censés représenter, ne m'apparaît précisément plus aujourd'hui un espace, ou un lieu, c'est-à-dire une agora mais, tout au contraire, une terre étrangère. Ce soi-disant espace public est une espèce d'étendue où je ne me reconnais pas, ou si peu, et il ne semble pas davantage possible d'y être moi-même reconnu. Cette terre étrangère est d'autant plus inquiétante que je pressens très bien, à tout le moins dans les conditions actuelles, qu'il lui est impossible de se transformer en véritable ailleurs. J'entends par là un endroit inconnu où il me serait donné, où il serait pour moi impératif, de découvrir ce que j'ignore de moi-même, des autres et du monde. C'est pourquoi cette terre ne saurait pas non plus pour moi tenir lieu de terrain de jeu et qu'elle n'est en vérité qu'un no man's land. Je ne puis penser ici à aucun autre terme puisqu'un no man's land n'est pas tant un endroit qu'un *nulle part*. On s'y trouve nécessairement dans l'impossibilité d'y fonder quoi que ce soit, et ce, parce que ce qui s'y passe ne fait précisément que passer. J'ajouterais même que ce qui se passe dans les médias ne me regarde pas, en ce sens qu'ils ne me concernent pas, mais aussi que je demeure, en tant qu'individu, hors du champ de vision des médias, car ceux-ci ne portent jamais, ou si peu, leur regard sur l'humanité, chose beaucoup plus riche que le *human interest*. Ce n'est, j'en suis de plus en plus convaincu, et cela m'attriste, et cela m'enrage, que dans les confins de leur angle mort que nous avons désormais notre place.

Il y a de cela un an ou deux, un de mes anciens patrons, lors d'une conversation à bâtons rompus, affirmait, ou déplorait plutôt,

que le verbe « communiquer » n'était plus désormais qu'un verbe intransitif. Il n'y a pas longtemps encore, il allait de soi que l'on entendait par communiquer « communiquer quelque chose à quelqu'un ». Aujourd'hui, on ne fait plus que communiquer tout court. À la limite, on ne communique même plus, on se contente de faire de la communication. Le grand problème de cette dérive — car j'ai le sentiment profond que c'en est une — est que la communication, comme le laisse si bien entendre le dramaturge et écrivain Valère Novarina, est le propre des bêtes. Les abeilles, en effet, tout comme les fourmis, communiquent à merveille entre elles. Les porcs, les moutons et les loups, tout comme les pigeons et les rats, font de même. Les chiens et les chats domestiques vont jusqu'à communiquer avec leurs maîtres, mais aussi avancés que puissent être leurs moyens de communiquer, les bêtes ne parlent pas.

C'est précisément parce qu'on n'y parle plus que les médias font naître en moi un tel malaise, si ce n'est même par moments de la terreur. La parole — je ne sais même plus si c'est là quelque chose de paradoxal — y est, plus que tout autre chose, la grande absente, car on y préfère, à l'instar des dauphins qui sont tellement intelligents, communiquer. Dès lors, il ne peut y être question de langue, qui, plus que le rire, ne l'oublions pas, est le véritable propre de l'homme. Les médias, leurs auditeurs et leurs lecteurs sont, j'en ai parfois l'impression, encore plus bêtes que les bêtes, puisqu'ils ne sont, somme toute — je vole de nouveau l'image à Novarina —, que des « vases communicants ».

Je ne suis pas le premier à me pencher sur cette question, mais il m'apparaît difficile de ne pas voir que les médias ont délaissé le propre de la parole, qui est tout à la fois précision et imprécision, complexité et clarté, révélation et mystère, pour l'ivresse rapide et indolore de la formule et du slogan, de même que pour la pauvreté mécanique du concept. Les préceptes de la publicité font maintenant à peu près partout office de ligne éditoriale. La chose

m'a particulièrement frappé lors de la dernière campagne électorale provinciale. La préoccupation primordiale des intervenants — j'entends ici tout autant les politiciens et leur équipe que les journalistes et les analystes — était de savoir si le message « passait » ou non. Lors des téléjournaux, on n'apprenait rien d'autre, somme toute, que lundi soir le message des libéraux avait bien passé à Belœil, tandis que celui des péquistes avait moins bien passé mercredi matin à Rivière-du-Loup. Quant au contenu du message lui-même, il semblait facultatif. *Nous sommes prêts*. À quoi ? Tout le monde avait l'air de s'en fiche. Ce qui retenait l'attention, c'était l'image des candidats. L'air indifférent de Mario Dumont lors de tel point de presse allait-il nuire à sa campagne ? Jean Charest avait-il semblé trop confiant lors de telle allocution ? L'utilisation d'une citation latine ne risquait-elle pas de donner à Bernard Landry un air hautain ? Médiatiquement (quel vilain mot), les plates-formes électorales des partis étaient insignifiantes. Du coup, l'unique enjeu du débat des chefs n'était plus que d'arriver à déceler parmi les candidats lequel projetait le mieux à l'écran l'image d'un chef. Le lendemain, la plupart des journalistes et des éditorialistes ne se préoccupaient pas de ce qui avait été énoncé, mais bien de ce qui avait été projeté. Le mot clef était *performance*. Il n'était pas tant question de ce qu'on nous disait, mais bien de la façon dont on le disait. *Nous sommes prêts. Restons forts. Molson salue les vrais*.

Communiquer vient du latin *communicare* et signifie « mettre en commun », « rendre commun ». « Commun », faut-il le rappeler, signifie « ce qui appartient à tous ». Or, j'ai de plus en plus l'impression que les médias ne communiquent pas autant qu'on le souhaiterait, en ce sens que ce qu'ils nous proposent est déjà de propriété commune. Tout auditeur était à même de constater que Landry avait, à telle occasion, le regard fuyant ; qu'à telle autre, Charest semblait nerveux et qu'à telle autre encore, Dumont paraissait confiant. Ce qui, par contre, n'était pas du ressort de chacun, et qui aurait dû être rendu commun, ce sont les tenants

et les aboutissants des discours des candidats, et surtout les pré-supposés idéologiques de leurs politiques et les soubassements historiques de leurs affirmations, bref, la teneur, la nature, l'identité et la crédibilité de leurs positions. Cet exercice difficile ne peut se faire par le biais de la communication. Pour s'y livrer, il faut parler.

Mais dans les médias, on ne parle plus. Il ne faut dès lors pas s'étonner que ceux dont la parole est la pierre d'assise y soient de moins en moins bienvenus. Le phénomène est criant dans tous les domaines. J'ai déjà parlé de la politique. Il faut y ajouter l'économie, de même que chacune des déclinaisons de chaque mouvement et enjeu social. Mais ce phénomène est, me semble-t-il, encore plus grave lorsqu'il est question du domaine de la culture. Plus que partout ailleurs, les gens de parole font défaut. N'importe qui peut maintenant prétendre au poste de chroniqueur culturel. J'irais même jusqu'à dire que posséder un bagage culturel s'avère dans ce domaine un handicap. Il ne faudrait tout de même pas, Dieu tout-puissant nous en préserve, que l'on se fasse qualifier d'élitiste. Imaginer la catastrophe si le chroniqueur utilisait tout à coup un terme qu'une partie de l'audimat ne comprend pas ou, pire encore, s'il faisait référence à une œuvre qui ne dit rien à quiconque.

Je me méprends peut-être mais l'intellectuel est bien souvent tout le contraire d'un élitiste. S'il a une tâche, c'est bien de montrer à sa communauté en quoi des œuvres et des propos pointus, ou supposés tels, appartiennent à tous. *Star Académie* s'adresse, j'en conviens, à un grand nombre de personnes, mais les grandes œuvres, de Montaigne à Beckett, de Platon à Heidegger, de Rembrandt à Bacon, s'adressent à tous sans exception, car elles posent toutes, d'une manière ou d'une autre, la question de la condition humaine. Il en est de même pour la physique quantique ou l'école de Francfort. Ceux qui ont eu le bonheur de s'en apercevoir grâce au milieu où ils ont grandi, ou encore au cours de leurs études, éprouvent généralement le désir, et le plaisir, de le

communiquer aux autres. Cela pourtant ne semble guère possible aujourd'hui dans les médias, de sorte que les chroniqueurs dits culturels ne sont plus que des amplificateurs de communiqués de presse. Au téléjournal de Radio-Canada, comme à celui de TVA, tout ce que l'on peut apprendre, c'est que tel film, tel spectacle ou telle pièce de théâtre sont à l'affiche à tel endroit, de telle date à telle date, que le chroniqueur a un peu, beaucoup, passionnément ou pas du tout aimé ce qu'il a vu. Ce que ces œuvres évoquent du monde dans lequel nous vivons, il semble chaque fois impossible de le savoir. Les œuvres ne sont plus traitées qu'en produits de luxe, comme le vin ou le parfum. On annonce donc bêtement leur arrivée sur le marché avec, autour de cette information, plus ou moins de babillage selon la formule de l'émission ou du segment. Qu'il y en ait plus ou moins n'a, de toute façon, aucune importance, dans la mesure où ces propos ne sont, pour reprendre la formule si juste de Jacques Godbout, que du *murmure marchand*. Les émissions et les chroniques culturelles ne s'adressent plus désormais au citoyen, et encore moins à l'homme ou à la femme, mais bien, et toute la laideur du monde contemporain est là, au « consommateur de culture ». Comment pourrait-il en être autrement dans une province où l'on agglomère sous l'appellation d'« industrie culturelle » l'ensemble des activités créatrices et spéculatives. Même la ministre de la Culture du Québec madame Line Beauchamp préfère utiliser le terme « produit » sur la place publique lorsqu'elle parle d'une œuvre. Or, s'il est une chose à mille lieues du produit, c'est bien l'œuvre. Cette invasion de la terminologie économique dans les sphères culturelle, politique et sociale de nos sociétés est le plus terrible des maux, car on en vient rapidement par ce biais à trahir la nature même de ce que l'on tente de nommer. Ce n'est pas parce qu'un objet, un projet de loi, une manifestation entraînent nécessairement des coûts que l'on peut les saisir par le biais de leur budget. Le plus bel exemple à ce propos a été démontré par le metteur en scène André Brassard qui, lors d'une entrevue à la télévision — preuve que l'on peut encore parfois y entendre quelque chose de sensé — affirmait avec justesse qu'il

ne saurait y avoir de plus grossier contresens que l'appellation d'« industrie culturelle ». Une industrie, expliquait-il, base son fonctionnement sur la fabrication en série d'un modèle et sur sa mise en marché. La vente de ce modèle doit ensuite générer assez de profits pour, d'une part, absorber les coûts de la recherche qui a mené au prototype sur lequel est basé le modèle et, d'autre part, fournir assez d'argent pour financer une portion des recherches pour le prototype suivant qui, à son tour, deviendra le nouveau modèle que l'on fabriquera en série qui, à son tour, etc. Or l'artiste, expliquait Brassard — et j'ajouterais l'intellectuel —, doit toujours demeurer dans une logique de prototype. Il ne saurait être question dans sa production de reproduction. Plaquer sur son travail et sa réalité les notions qui sont en usage dans l'industrie est une aberration. Il y a bien sûr toute une pléthore de producteurs de films et de spectacles, de même que d'éditeurs, qui conçoivent, plus ou moins consciemment, de concert avec les « artistes » qui travaillent pour eux, leur métier à l'intérieur des cadres de l'industrie et du commerce ; il est sans doute adéquat d'affirmer que la comédie musicale *Don Juan* ou le film *Nouvelle-France* sont des produits dans le sens commercial du terme, mais on ne peut tout de même pas tout juger à la même aune. À ceux qui seraient tentés de le faire, on ne peut que citer Jean-Luc Godard qui déclarait, avec son sens merveilleux de la formule : « La culture, c'est la règle. L'art, c'est l'exception ».

Cette logique de répétition étrangère aux domaines des arts et de la pensée est plutôt l'apanage de l'industrie, cette fois-ci bien nommée, du divertissement. C'est elle, en effet, la grande pourvoyeuse de cette culture régulatrice, qui se méfie toujours, si ce n'est du mépris, de l'exception. C'est également elle qui, tout comme la terminologie économique s'est insérée dans l'ensemble des discours sociaux, a fini par se substituer à la notion même de culture dans l'ensemble des médias. Or l'exception, pour congrue que puisse être sa place dans l'espace social et culturel, y joue un rôle primordial, car « la marge, je cite encore ce bon Godard, c'est

ce qui permet à la page de tenir ensemble ». On se demande souvent, de façon plus ou moins rhétorique, quel peut bien être le rôle, dans nos sociétés, des artistes et des intellectuels, et cet aphorisme godardien nous en livre, je crois, la plus belle des réponses : permettre au corps social de (se) tenir ensemble. L'intellectuel, par sa position en retrait, comme le dit Blanchot, est à même de tenter de voir au-delà de la répétition et de la reproduction. Il est celui qui se risque, au mieux de ses capacités, à dégager le sens de cette répétition et, par la même occasion, à voir au-delà de celle-ci plutôt que de mettre l'épaule à la roue de la prolifération du même. Les intellectuels, bien sûr, ne sont pas des devins, encore moins des détenteurs de vérité, mais ils possèdent en général le souci de comprendre et de nommer, c'est-à-dire d'aller au-delà du bavardage et des idées reçues. Il est clair qu'ils se trompent aussi souvent que les autres — l'histoire des idées est remplie de Jean-Paul Sartre appuyant Mao ou encore d'André Gide refusant le manuscrit du premier tome d'*À la recherche du temps perdu* —, de même qu'il leur arrive de verser dans le verbiage, mais leurs efforts, de même que leur nature, ne sauraient se résumer à leurs méprises et à leurs dérapages. Je demeure convaincu que les intellectuels n'ont que faire de la tour d'ivoire où ils sont censés habiter. Je pense également que beaucoup d'entre eux sont de véritables communicateurs, en ce sens qu'ils cherchent à rendre communes leurs intuitions et leurs impressions sur la marche du monde. Pensons ici, en vrac, à Jules Fournier, à Olivar Asselin, à Jacques Ferron, à Fernand Dumont ou, encore plus près de nous, à Georges Leroux.

Leurs efforts de vulgarisation se heurtent pourtant de plus en plus aujourd'hui à une fin de non-recevoir de la part des médias, où l'on semble préférer, le jeu de mot est facile, la vulgarité à la vulgarisation. Faut-il vraiment que je précise ici que je ne suis pas un puritain et que les gros mots ne m'effraient pas ? La vulgarité est beaucoup plus qu'une question de vocabulaire, un discours ne se discrédite pas parce qu'il est truffé de *câlisse* et de *plotte*. La

vulgarité est plutôt affaire de démagogie, de populisme et même à la limite de mesquinerie. Que le privé, dont la volonté première est d'engranger le plus de profits possible, y ait recours me désole, mais pour moi ne cause pas problème. Que les réseaux publics, par contre, s'y attellent, eux dont le mandat est précisément d'offrir ce que le privé délaisse par nature, m'inquiète beaucoup.

Radio-Canada et Télé-Québec aiment évidemment clamer qu'ils remplissent leur mandat et réitèrent, chaque fois qu'ils en ont l'occasion, leur foi et leur engagement dans la culture. Mais si, comme le disait Molière dans *Le malade imaginaire*, « il y a fagot et fagot », il y a aussi, et plus encore, culture et culture. La chose, bien sûr, n'est pas nouvelle. Le vieux débat entre les tenants d'une notion de culture issue des Lumières et les tenants d'une notion découlant de l'anthropologie n'est pas près de s'achever. Les premiers, on le sait, entendent par culture le développement de l'esprit, l'ensemble des connaissances acquises qui permettent de développer le jugement et le sens critique, bref, tout ce qui a trait de près ou de loin à la connaissance, à l'éducation, à la formation et à l'instruction, de même que, osons le mot, à l'érudition et aux humanités. Pour les seconds, la culture n'est que productions et acquis, et toute notion de hiérarchie y est perçue comme plus ou moins fascisante. Isabelle Boulay, du coup, a autant d'importance que Virginia Woolf. Le véritable nœud du problème, pourtant, n'est peut-être pas tant que les médias sont tous, à peu de choses près, devenus des tenants de la notion anthropologique, et que dès lors il leur apparaît juste et démocratique de se pencher sur des œuvres et des sujets s'offrant d'emblée au plus grand nombre, mais qu'ils refusent de réfléchir, c'est-à-dire de questionner ce qu'ils abordent. La pauvreté de pensée avec laquelle ils traitent leur sujet m'apparaît beaucoup plus dangereuse, voire dommageable, que leur mutisme à l'égard de certaines œuvres.

On a beaucoup glosé, et on continue de le faire semble-t-il par pur plaisir, sur l'immense chape de plomb que l'Église et le régime

de Duplessis ont fait peser sur l'ensemble de la vie culturelle québécoise. On aime à proclamer chaque fois que l'occasion se présente qu'elle s'est aujourd'hui évanouie grâce à notre ardeur et à notre volonté, et que tout ce qui était à l'œuvre avant le gouvernement Lesage n'est plus qu'un lointain et très mauvais souvenir. Or, si la ligne éditoriale étouffante des ultramontains n'a plus cours, les restrictions et les divers bâillonnements n'ont pas pour autant disparu. J'ai même tendance à penser que la plupart d'entre eux — c'est-à-dire justement ce qu'ont combattu les signataires du *Refus global* et les premiers artisans de la Révolution tranquille — sont aujourd'hui toujours à l'œuvre. La seule différence est que ce n'est plus la morale que l'on évoque maintenant pour discréditer une œuvre ou une pensée, mais plus perversément le profit. Un discours ne vaut plus désormais que par ce qu'il rapporte en cote d'écoute ou en tirage. Et ce, je le répète, que l'on fasse affaire au privé ou au public. Dans un tel contexte, un nouveau *Refus global* devient beaucoup plus difficile à rédiger qu'à l'époque, car ce n'est plus la teneur des discours qui inquiète les autorités, mais bien leur valeur marchande. Il y a encore et de nouveau censure dans notre belle province, mais cette censure est sans nom, boueuse et molle, protéiforme. Le pire est qu'elle n'arrive même pas à se percevoir comme telle puisqu'elle ne parvient pas à se voir comme une idéologie, mais bien comme l'ordre naturel et démocratique des choses. Que dire, dès lors, à ces directeurs de chaînes et de stations, à ces propriétaires de journaux, à ces rédacteurs en chef, à ces experts et autres technocrates pour qui la connaissance et la hiérarchie des œuvres et des discours n'existent pas? Que dire à ceux pour qui l'actionnaire a plus d'importance que le citoyen, qu'ils ne perçoivent plus, de toute façon, que comme un consommateur? Si, par un étrange détour du destin, les films de Robert Morin ou de Tarkovski obtenaient, lors d'une soirée télévisée, de plus fortes cotes d'écoute que *Star Académie* ou *La Fureur*, Pierre-Karl Péladeau lui-même essaierait d'en obtenir les droits...

C'est précisément cette parole qui ne hurle pas dans le même sens que la meute que portent les intellectuels et c'est elle que l'on exclut de plus en plus des ondes. Je sais bien que Georges Brassens chantait que *les bonnes gens n'aiment pas que l'un suive une autre route qu'eux*, mais il y a tout de même une limite que nous, comme société, sommes en train de franchir. Comme la plupart des gens le savent, la direction de la radio de Radio-Canada, après avoir affirmé en janvier 2004 que — je cite son directeur Sylvain LaFrance — « la culture [doit] être le fil conducteur de la Chaîne culturelle comme l'information est celui de la Première Chaîne », a plutôt décidé d'abolir la Chaîne au début de l'été 2004. Plus ou moins au même moment, ironie de l'actualité, éclatait l'affaire Fillion. La décision du CRTC de ne pas renouveler la licence de CHOI-FM a causé, on s'en souvient, bien des remous. On criait, dans la rue, avec une ardeur peu commune, à la censure et à la mort de la liberté d'expression. La chose est vite devenue un « événement médiatique » et les politiciens y sont allés de leur couplet, blâmant ou félicitant le CRTC selon leurs convictions. CHOI et Fillion sont même devenus des enjeux importants des élections partielles de l'automne 2004 et ont permis à l'ADQ de remporter la mise dans le comté de Vanier, le représentant adéquiste, pour des raisons bêtement démagogiques, ayant soufflé plus fort que les autres dans le sens du vent.

La fermeture de la Chaîne culturelle de Radio-Canada, j'en conviens, n'a qu'un lien bien tenu avec l'affaire Fillion. Il n'y est pas tant question, en effet, de l'élimination d'éléments jugés indésirables, enfin pas directement, que de l'imposition d'une ligne éditoriale tout entière imprégnée d'un conformisme dans l'air du temps. Que cette ligne éditoriale émane d'une volonté politique d'Ottawa, comme le suggèrent certains, ou de l'inculture crasse des dirigeants actuels de la radio de Radio-Canada ne change pas grand-chose au nœud du problème. Le fait est que Radio-Canada préfère, pour une raison ou pour une autre, une parole légère et primesautière à l'expression d'une vision du

monde et aux doutes inhérents à celle-ci. La population dans son ensemble ne semble pourtant pas particulièrement indisposée par un tel choix, et ce, malgré la brutalité — à moins qu'il ne faille plutôt parler de l'indécence — avec laquelle il a été imposé à ses employés et à ses contractuels, de même qu'à ses auditeurs. À titre d'exemple parmi tant d'autres, Michel Garneau, qui tenait la barre de l'émission *Les décrocheurs d'étoiles* consacrée à la poésie, a vu son émission disparaître en même temps que la Chaîne sans que la direction daigne lui adresser la parole, sans même une lettre ou un courriel, et bien sûr sans le moindre remerciement pour ses neuf années d'efforts et de passion consacrés à la Chaîne culturelle. Dans le même ordre d'idée, madame Andrée Girard, directrice de la Chaîne au moment du massacre, deux semaines à peine avant l'annonce de la fermeture, osait laisser entendre à ses pigistes, qui sont légion, que tout suivait son cours normal et qu'ils allaient bientôt recevoir des nouvelles de leurs projets pour la prochaine saison. On ne s'étonnera pas qu'eux non plus n'aient même pas eu le plaisir d'apprendre de la bouche de leur patronne, ni même de sa secrétaire, que tout tombait à l'eau.

C'est donc sans courtoisie, *manu militari* même, que la Chaîne culturelle a été occise à l'été 2004. Pas question alors, contrairement à ce qui a pu se passer pour CHOI, de manifester, de distribuer des autocollants, des casquettes et des macarons. Pas question non plus, surtout, de la part des politiciens de commenter un tant soit peu la chose, et surtout pas question d'en faire un « événement médiatique ». Bien sûr, une résistance, axée autour du Mouvement pour une radio culturelle dirigé par Jean Portugais, prend forme, des lettres d'auditeurs mécontents, désolés, en colère ou frustrés ou tout cela à la fois sont régulièrement publiées dans *Le Devoir*, mais il serait étonnant de voir Radio-Canada revenir sur ses pas. Que dit le vieil adage déjà ? Ah, oui : « La dictature c'est : " ferme ta gueule " ; la démocratie, c'est : " cause toujours " ». L'espace public a ainsi été remplacé par un *Espace musique*. On a bien sûr dégagé, tel que promis, des heures sur la Première Chaîne, et

par-dessus le marché celles consacrées à la sympathique émission *Macadam Tribu*, afin de récupérer les heures perdues dédiées à la culture par la fermeture de la Chaîne culturelle. Mais comme je le mentionnais, il y a en ce monde culture et culture. Nous avons donc droit désormais durant la semaine à *Porte ouverte*, animée par le comédien Raymond Cloutier, et le dimanche à Franco Nuovo qui prend la barre de *Je l'ai vu à la radio* qui, au-delà du jeu de mot ou de la formule *punch*, laisse clairement entrevoir le sort que la radio de Radio-Canada désire faire à la parole. Même à la radio désormais, il n'est plus question d'écouter. Jamais, me semble-t-il, le célèbre *On veut pas le savoir, on veut le voir!* d'Yvon Deschamps n'aura été si à propos. Comment, en effet, lorsqu'on aime la littérature et tout ce qui a trait à la réflexion, ne pas avoir envie de pleurer ou de hurler de rage, ou les deux à la fois, en entendant monsieur Cloutier dire à Mélanie Vincelette, qui venait parler de son dernier recueil de nouvelles: « C'est drôle, en vous lisant, j'étais sur l'impression que vous étiez une petite brunette, alors que maintenant que vous êtes assise en face de moi, je constate bien que vous êtes blonde et bien bâtie ». La remarque pourrait toujours, à l'extrême limite j'en conviens, être amusante si elle avait la possibilité de mener à une réflexion quelconque, mais tout le reste de l'entrevue est demeuré à ce niveau, c'est-à-dire au plus bas: « Comment se fait-il que vous connaissez tous ces noms d'épices exotiques dont votre livre est rempli? Vos personnages connaissent beaucoup de déconvenues amoureuses, êtes-vous malheureuse en amour? » *Porte ouverte* est, à n'en pas douter, une émission consacrée à la culture, tout comme l'est *Je l'ai vu à la radio*, mais ce qui s'y énonce ne va guère plus loin que ce que l'on retrouve, par exemple, dans les pages, elles aussi, « culturelles » de *Elle Québec*. La même chose se répète, mais cette fois en pire, comme si c'était possible (si vous l'avez écoutée, vous savez que ça l'est), avec *M'as-tu lu?*, l'émission que Télé-Québec consacre non pas à la littérature mais au livre, où on nous apprend avec candeur qu'il ne faut pas avoir peur de prendre un livre entre ses mains et que le grand

avantage de certains d'entre eux est de se lire rapidement. Je conçois le désir de s'adresser à un public non averti, mais hors d'un certain cadre, on ne fait plus qu'ennuyer ceux pour qui la littérature et la pensée sont un réel intérêt. Quant à ceux pour qui ces sujets laissent de glace, je vois mal comment une telle absence de réflexion et de point de vue pourrait les faire changer d'avis. Il ne s'agit pas ici d'attaquer personnellement monsieur Cloutier, monsieur Poirier et madame Lussier, ou même Télé-Québec ou la radio de Radio-Canada, mais bien d'illustrer par des exemples concrets l'abîme qui sépare la culture de la Culture. Ces émissions dites culturelles, dont se gaussent nos diffuseurs publics, ne sont plus des lieux où l'on enjoint les auditeurs et les lecteurs à réfléchir, à s'interroger avec et à la suite des œuvres qu'on leur propose sur l'état de notre monde et de notre société. Ce sont de simples catalogues où l'on étale des produits plus ou moins bon marché entrelardés de propos plus ou moins bon enfant.

Cet état de fait n'est bien sûr pas sans conséquence. Tout d'abord, cela va de soi, il collabore grandement à l'appauvrissement des débats publics et transforme tout aussi perversément le divertissement en diversion. Mais il est une autre conséquence qui n'est pas moins grave et c'est la précarisation de toute une génération d'intellectuels. Je sais bien qu'à peu près tous les travailleurs ont un statut précaire aujourd'hui et que, en ce sens, les intellectuels ne se démarquent pas des employés du textile ou des informaticiens, mais comme le dit si justement Robert Walser dans *La promenade*: « Je gagne mon pain quotidien en pensant, ruminant, creusant, fouillant, méditant, versifiant, cherchant, examinant et en me promenant et j'en bave autant qu'un autre ».

Ainsi, si les intellectuels de la génération qui me précède ont pu trouver une place dans les institutions médiatiques que sont Radio-Canada, l'Office national du film et Télé-Québec — pensons à Gilles Groulx, à Gilles Carle, à Pierre Perrault, à Hubert Aquin et à Paul-Marie Lapointe pour ne nommer que ceux-là —

ils n'ont pas réussi par contre, pour toutes sortes de raison, à remettre ces places aux générations suivantes. La génération X, comme on se plaît à l'appeler depuis Douglas Coupland, n'aura de toute façon pas fait grand chose non plus pour empêcher le naufrage. On pourra peut-être l'excuser un peu en disant qu'elle n'a pas eu la possibilité d'occuper de nombreux postes décisionnels, ou syndiqués, au sein de ces nobles institutions. De toute façon, je ne crois pas qu'il soit adéquat de faire de cet état de fait un conflit générationnel. Toujours est-il que ces institutions, qui ont été parmi les plus formidables viviers culturels que le Québec moderne ait connu, ne sont même plus aujourd'hui les ombres d'elles-mêmes. Il serait très amusant de voir aujourd'hui un jeune Pierre Perrault frapper à la porte de l'ONF ou un Hubert Aquin s'adresser à Radio-Canada. L'œuvre cinématographique de Perrault serait tout bonnement impossible à réaliser aujourd'hui dans le cadre de cette institution et je doute fort que Radio-Canada accorderait à Aquin, en 2005, autre chose qu'une sourde oreille. Que serait-il advenu de la carrière et de l'œuvre de Jacques Godbout, par exemple, si Radio-Canada et l'ONF n'avaient jamais vu le jour ou si ses hôtes avaient pratiqué à l'époque leurs politiques actuelles? Comme le veut l'expression, poser la question, c'est y répondre. Je ne suis pas bêtement en train de bramer que c'est ici, encore une fois, Mozart qu'on assassine. Ce dernier a la couenne plus dure qu'on ne le croit, mais on le condamne tout de même à l'errance, c'est-à-dire aux postes temporaires et surnuméraires, au statut de pigiste à trente-cinq ans passé, quand ce n'est pas quarante, aux cachets symboliques des journaux et des revues, bref, on le met à l'écart de la place publique, comme Platon lui-même souhaitait dans *La république* voir le poète exclu de la Cité. Il ne lui reste, somme toute, que ces réserves que sont les cégeps et les universités. Je ne tiens bien sûr pas ici à dénigrer le noble métier de professeur, mais il est inquiétant qu'une société se décide de la sorte à mettre toutes ses têtes d'œufs dans le même panier. On est aussi en droit de se demander pourquoi, et comment, ce qui avait été mis en place dans la foulée de la Révolution tranquille, et qui avait donné des résultats si grandioses, est

désormais considéré comme rétrograde et obsolète. Je ne nie pas le besoin et même le devoir qu'ont les institutions de se renouveler, mais abandonner leur mission première n'est pas tant de l'ordre du renouvellement que de la trahison. Il est clair que certaines formes de radio et de télévision ne sont plus en accord avec notre temps, mais réfléchir et offrir aux penseurs et aux créateurs de notre société un lieu public où travailler et d'où ils puissent s'adresser à leurs concitoyens ne sauraient être en aucune époque démodé. Que le privé, comme je l'ai mentionné, n'ait que faire de ces considérations, c'est dans l'ordre des choses. Si TVA et CKOI ont changé de formule au cours des années, elles n'ont jamais renié leur engagement premier, soit celui de générer des profits. Que Radio-Canada aujourd'hui et l'ONF hier se soucient de leur mission première comme de leurs premiers locaux me paraît beaucoup plus problématique. La radio culturelle de Radio-Canada était le tout dernier bastion médiatique de la pensée au Québec. Elle n'était pas, j'en conviens, parfaite. Une direction aussi éclairée qu'audacieuse aurait pu la transformer en un extraordinaire laboratoire doublé d'un fantastique terrain de jeux. On aura préféré mettre la hache dans le tout et singer plus ou moins adroitement le privé. J'ai beaucoup de difficultés à ne pas me demander si *Espace musique* aurait vu le jour sans la présence de « la belle musique » de Radio classique et de la toute nouvelle Couleur jazz. Je me demande également quel sort attend la Première Chaîne si, d'aventure, 98,5 le nouveau FM parlé lui grugeait, comme l'a fait Radio classique pour la Chaîne culturelle, une part significative de son auditoire.

Bien évidemment, la direction de Radio-Canada ne cesse de clamer que tout cela n'est que vilaines calomnies. Leur engagement envers la culture ne saurait être remis en cause sauf par quelques esprits chagrins, déconnectés et nostalgiques. Patrick Huard venant *ploguer Maman Last Call* chez Franco Nuovo, ou encore Louis-José Houde préparant une prochaine émission de télévision à partir des archives de Radio-Canada, sont pour eux des preuves

irréfutables de leur engagement et de leur fidélité face à leur mandat. Je sais bien qu'il y a un peu de mauvaise foi dans ces exemples et que Nuovo peut aussi accueillir Louise Lecavalier et *Porte Ouverte*, Georges Leroux, mais la façon dont ces invités sont reçus, lus et commentés est encore plus caractéristique du mépris — je ne vois pas d'autre mot — de la communication pour la parole que ne peut l'être leur décision de couvrir des spectacles de François Massicotte. Comme je l'ai affirmé auparavant, il y a culture et culture. Il serait par ailleurs extrêmement intéressant à ce sujet de voir la direction de Radio-Canada exprimer clairement sa politique culturelle. N'en déplaise à Joël Le bigot et à Sophie Durocher, favoriser les têtes d'affiche au détriment des têtes pensantes serait sans aucun doute l'article numéro 1 de cette politique.

ooo

Les textes de ce dossier s'interrogent tous, d'une manière ou d'une autre, sur la place que l'on accorde aujourd'hui, dans l'espace public et médiatique, aux intellectuels et à leur parole. Le portrait dressé n'est pas, on s'en doute, réjouissant. Il n'en devient pas pour autant l'insignifiant reflet d'une plainte trop souvent entendue. Serge Noël fait ainsi l'historique des liens entre les cinéastes et les pouvoirs économiques, Olivier Kemeid parle de l'appréhension actuelle des intellectuels à prendre la parole tandis que Jean-Philippe Warren décrit l'espace où ils sont désormais forcés d'évoluer. Christian Nadeau aborde le sentiment d'étouffement que produit l'enfermement dans la « tour d'ivoire », Micheline Cambron la disparition des singularités et Anne-Marie Régimbald l'état de cette province où l'on n'ose pas (se) nommer. Enfin, Philippe Gendreau et Philippe Gajan font part de leurs efforts pour créer de nouveaux lieux de réflexion. Tous ces auteurs partagent une même inquiétude devant le peu de place accordée aujourd'hui à la parole sur la place publique, un souci que l'on aimerait voir un peu plus partagé. Car peu importe nos allégeances sociales et politiques, personne n'a avantage à ce que l'espace public se réduise à celui de marché.